



L'Internationnaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"



N°101 - Septembre 2010 - 2 Euros

L'heure de la grève générale jusqu'au bout...

Groupe Socialiste Internationaliste
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV^e Internationale

Edito.

L'heure de la grève générale jusqu'au bout...

Après des mois d'attente et de tergiversation mais aussi de discussion avec le gouvernement, les directions syndicales, craignant de se faire déborder par la colère des travailleurs, se sont vues contraintes à appeler à la journée de mobilisation du 7 septembre 2010. Ainsi, malgré le succès des précédentes mobilisations jusqu'ici, les directions syndicales se refusent à unifier les luttes contre la politique du gouvernement qui fait payer de plus en plus chèrement aux travailleurs la crise du système capitaliste.

Ainsi, il faudrait être réaliste et nous résigner à notre sort en acceptant de travailler plus longtemps, avec des salaires et des droits au rabais, pendant que d'autres se gavent sur le dos de nos enfants, de notre santé, de nos anciens. L'argument choc du prétendu allongement de l'espérance de vie pour justifier la mise en place des retraites par capitalisation a même fait des émules à « gauche » et dans les directions syndicales. Nous le disons, être réaliste c'est se résigner à la remise en cause de tous nos droits et acquis.

Unité d'action pour le retrait de la contre-réforme des retraites

« La CGT, comme les autres confédérations, vous a proposé à plusieurs reprises d'ouvrir de véritables négociations sur toutes les questions posées en matière de retraite »⁽¹⁾ (souligné par nous, ndlr). Contrairement à ce que dit B. Thibault dans ce courrier adressé à E. Woerth et daté du 26 août 2010, **il n'y a rien à négocier, il n'y a pas de bonne réforme, il n'y a que des contre-réformes.** L'intersyndicale, dans son communiqué commun du 23 août 2010 signé CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA déclare quant à elle : « Au moment où le projet de réforme des retraites va être examiné par le Parlement, les organisations syndicales rappellent leur

ferme opposition à celui-ci. Cette réforme ne répond pas aux enjeux actuels » (souligné par nous, ndlr).

Nous devons le dire haut et fort, les directions syndicales n'ont jamais rompu les discussions avec le gouvernement, se faisant ainsi les complices des arguments fallacieux pour justifier la contre-réforme des retraites. Les directions syndicales partent donc battues d'avance, résignées à accepter l'acceptable au nom des travailleurs. Seul FO n'a pas signé l'appel de l'intersyndicale et s'est prononcé pour « l'abandon pur et simple du texte gouvernemental », tout en appelant aux grèves et manifestations du 7 septembre.

Nous ne laisserons pas faire, le moment est venu de nous mobiliser dans l'unité car, au-delà de nos appartenances syndicales ou politiques, ce que nous défendons, c'est la répartition, la solidarité intergénérationnelle de la classe ouvrière, le droit de vivre dignement pour nos anciens. La crise actuelle du capitalisme, les mouvements spéculatifs boursiers qui plongent l'humanité dans l'abîme nous démontrent chaque jour l'impossibilité d'une retraite par capitalisation. **C'est pourquoi il faut nous unir autour d'une seule exigence : le retrait immédiat de la réforme des retraites. Sur cette base, nous disons oui à l'unité d'action la plus large !**

Dehors, ce gouvernement qui veut faire payer la crise aux travailleurs !

La crise est un très bon prétexte pour justifier la privatisation des services publics, des hôpitaux, de l'éducation, les licenciements, la remise en cause de notre droit à la santé (et l'on peut deviner ce qui adviendra de l'espérance de vie dans ce cadre...), la remise en cause du droit du travail, de l'assurance chômage...

La société qui est en train de se mettre en place est celle du tous contre tous, de la course individuelle à la survie. Le marché libéré de toute entrave pourra surexploiter les travailleurs et, à travers le chantage à l'emploi, tirer encore plus les salaires vers le bas. Il y a pourtant une solution simple pour résoudre le problème du chômage de masse et le financement des retraites par répartition, qui passe par la remise en cause de toute la politique du gouvernement, c'est la diminution du temps de travail sans perte de salaire, avec embauche compensatoire intégrale. Pour un vrai travail, un vrai salaire pour tous !

Alors que la situation est de plus en plus dramatique pour les travailleurs, certains nous font miroiter le « changement » en 2012. Mais en 2012 il sera déjà trop tard, c'est tout de suite, maintenant qu'il faut nous mobiliser !

Ce que craignent le plus les partis politiques institutionnels et les capitalistes, c'est la réaction des travailleurs au grand jour en dehors du jeu électoral. La seule garantie que nous avons de faire aboutir nos revendications est de prendre nous-mêmes les choses en main à travers notre mobilisation. Notre force est notre nombre et notre unité autour de nos légitimes revendications. **Fonctionnaires, jeunes, chômeurs ou salariés, travailleurs avec ou sans papiers, nous avons un seul et même ennemi : ce gouvernement au service des capitalistes !**

Unissons-nous pour la grève générale jusqu'au bout !

Pour un autre gouvernement par et pour les travailleurs !

1) <http://www.cgt.fr/spip.php?article37689>.

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>
Clôture rédactionnelle le 1^{er} septembre 2010 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Soixante-dix ans après la mort de Trotsky, l'actualité du trotskysme

Nombreux sont ceux qui, après la chute du mur de Berlin, ont voulu enterrer définitivement Trotsky et son combat pour le socialisme. Non contents de l'avoir calomnié, staliniens et mandélistes se sont empressés de l'enterrer, les uns s'en prenant au légitime héritier de Lénine, au dirigeant victorieux de l'armée Rouge, les autres voulant couper définitivement les liens avec le marxisme contemporain synthétisé dans le programme de transition. Un des premiers pas qui a jalonné le révisionnisme et la capitulation à l'ordre établi fut la remise en cause de la nature des États ouvriers dégénérés « à tendance fortement bureaucratique ». L'objectif était simple, falsifier l'histoire en raisonnant par syllogisme pour expliquer que fascisme et bolchévisme étaient des frères jumeaux.

Que de mensonges et de crimes commis au nom de la démocratie, de la non-violence, de la paix ! Sous couvert de lutter pour un socialisme démocratique du XXI^e siècle, le SU (« Secrétariat unifié de la IV^e Internationale », courant internationale pabliste) et les partis de type NPA (Nouveau parti anticapitaliste), PSOL (Parti socialisme et liberté du Brésil) ou Bloc de gauche (BE, Portugal) nous ont expliqué que le socialisme de Marx était mort, qu'il fallait s'adapter à son temps, s'insérer dans les divers mouvements « progressistes » non définis stratégiquement et relativiser les désaccords du passé avec les staliniens et autres maoïstes convertis à la démocratie et au consensus. Soixante-dix ans après la mort de Trotsky, il ne s'agit pas de refaire une énième fois l'histoire « grandiloquente » des internationales comme le font certains... pour surtout ne pas tirer de conclusion pratique. C'est pourquoi nous voulons revenir sur la question majeure des forces productives : c'est ici que réside, pour nous, l'actualité brûlante du combat des bolchéviks-léninistes et de Léon Trotsky.

La période historique

Construire le parti et son internationale implique beaucoup de souplesse tactique, ce qui ne veut aucunement dire que l'on range son programme dans sa



poche... bien au contraire ! Voici ce que dit Trotsky dans l'une de ses conférences en 1921 pour rendre compte du troisième congrès de l'Internationale communiste : « les forces de production ne peuvent plus se développer dans le cadre de la société bourgeoise. En effet, ce que nous voyons au cours de ces dix dernières années, c'est la ruine, la décomposition de la base économique de l'humanité capitaliste et une destruction mécanique des richesses accumulées. Nous sommes actuellement en pleine crise, une crise effrayante, inconnue dans l'histoire du monde, et qui n'est pas une crise simple venant à son heure, « normale » et inévitable dans le processus du développement des forces productrices dans le régime capitaliste ; cette crise marque aujourd'hui la ruine et la décomposition des forces productrices de la société bourgeoise. Il se peut qu'il y ait encore des bas et des hauts, mais en général, comme je l'ai exposé aux camarades dans la même salle il y a un mois et demi, **la courbe du développement économique tend, à travers toutes ses oscillations, vers le bas et non vers le haut.** Cependant, cela veut-il dire que la fin de la bourgeoisie arrivera automatiquement et mécaniquement ? Nullement. » Trotsky explique ici, comme Marx avant lui, le cadre historique dans lequel se déroule le combat révolutionnaire. C'est de la cessation de croissance des forces productives que naît la nécessité de renverser le capitalisme.

Le parti révolutionnaire

C'est une nécessité quand « un changement des formes sociales devient néces-

saire pour l'évolution ultérieure du pouvoir humain, alors, cette évolution se produit non pas d'elle-même, comme un lever ou un coucher de soleil, mais grâce à une action humaine, grâce à une lutte des hommes, réunis en classes », dit-il encore dans cette conférence. Se réunir en classe qui a conscience de ses intérêts, pour nous, est synonyme de construction d'un parti et d'une internationale centralisés démocratiquement, sur les bases d'un programme révolutionnaire. Néanmoins, cet objectif stratégique – la construction du parti et de l'internationale – doit tenir compte de la volonté de la bourgeoisie de « conserver à tout prix son pouvoir ». Car, plus la bourgeoisie se sent et se sait en danger, plus elle fait preuve de « finesses et de cruauté » pour conserver son pouvoir.

La tactique

Trotsky précise le cadre historique dans lequel se mène le combat, c'est-à-dire les implications des **oscillations des forces de production** : « Le fait est que les côtés différents du processus historique : l'économie, la politique, l'État, la poussée de la classe ouvrière, ne se développent pas simultanément et parallèlement. La classe ouvrière ne se développe pas point par point, parallèlement à la croissance des forces de production, et la bourgeoisie ne dépérit pas au fur et à mesure que le prolétariat croît et se raffermi. Non, la marche de l'histoire est autre. Les forces de production se développent par bonds ; par moment, elles progressent avec rapidité, parfois elles reculent. La bourgeoisie, à son tour, s'est aussi développée par bonds ; la classe ouvrière de même. »

Bien que les forces productives ne puissent plus croître sur une base bourgeoise et que la révolution prolétarienne est devenue une absolue nécessité, Trotsky, après avoir affirmé que l'histoire « nous a fourni une prémice fondamentale » de la réussite de la révolution, précise néanmoins : « l'histoire ne se charge pas, par cela même, de résoudre ce problème à la place de la classe ouvrière, des politiciens de la classe

(Suite page 6)

Assez des politiques racistes : libre circulation des travailleurs !

Le gouvernement Sarkozy a tiré prétexte de faits divers survenus durant le mois de juillet pour durcir l'appareil répressif de l'État. Le gouvernement Sarkozy est coutumier du procédé qui consiste à utiliser une situation particulière pour mettre en place de nouveaux dispositifs judiciaires qui n'ont absolument aucun lien avec le point de départ mais peuvent toutes servir à réprimer les mouvements sociaux (pénalisation du fait de dissimuler son visage en manifestation, délit d'outrage au drapeau).

Le 16 juillet à Grenoble, un nouveau crime policier provoque la révolte de jeunes du quartier qui auraient tiré à balles réelles sur la police. De nouveau, N. Sarkozy et B. Hortefeux réagissent par un projet de loi visant à déchoir de la nationalité française les auteurs de « crimes graves » : la délinquance est une conséquence de l'immigration.

Le 18 juillet, des individus d'une communauté Rom attaquent une gendarmerie suite à la mort d'un de leurs membres tué par un gendarme. Immédiatement, N. Sarkozy et B. Hortefeux saisissent l'occasion pour annoncer le démantèlement des campements illégaux de Roms et l'expulsion de ceux-ci vers leur pays d'origine.

Cette offensive politique raciste est conduite alors que la droite décomplexée de N. Sarkozy est plongée dans différentes affaires de corruption qui touchent plusieurs membres du gouvernement. Mais surtout, elle survient à la veille de la destruction du système de retraites par répartition programmée pour septembre. Le but est d'affaiblir la riposte des travailleurs à l'attaque sans

précédents menée contre leur système de retraites. Aujourd'hui, la tactique choisie par N. Sarkozy semble ne pas avoir les effets politiques escomptés puisqu'il a réussi l'exploit de se brouiller avec l'Église catholique qui a pourtant un certain passif dans la chasse à l'étranger.



Néanmoins, la pression sur les travailleurs étrangers continue de s'accroître. Le Groupe socialiste internationaliste (GSI) condamne la répression et le racisme du gouvernement Sarkozy et de la bourgeoisie. Le patronat impose sa politique de division pour affaiblir les travailleurs. Les déclarations de Sarkozy et les mesures du gouvernement ne doivent pas surprendre. La division des travailleurs entre eux est systématiquement utilisée par la bourgeoisie pour répondre à ses propres crises. L'urgence n'est pas de s'offusquer du caractère antirépublicain des mesures prises par le gouvernement mais de s'attaquer à la racine de cette politique : le système capitaliste. Les organisations d'opposition parlementaire dessinent déjà les contours d'un « Front républicain » qui aurait comme base politique la défense des acquis démocratiques de la révolution bourgeoise de 1789.

C'est bien la recherche du plus bas coût du travail qui détermine la pression de l'État sur les immigrés. Plus ils sont précarisés, plus ils sont corvéables. En ajoutant un taux de chômage particulièrement élevé, on crée une concurrence criminelle entre les travailleurs afin qu'ils acceptent n'importe quel travail avec n'importe quel contrat et n'importe quel salaire. Le système capitaliste, c'est la libre circulation des capitaux pour les marchandises et pour les bourgeois (principe au centre des institutions de l'Union Européenne) et ce sont des frontières infranchissables pour les travailleurs et leurs familles. L'expulsion des Roms vers des pays de l'espace européen met en lumière le caractère barbare de l'espace Schengen qui regroupe les principaux pays capitalistes européens.

La seule réponse à donner à la bourgeoisie est l'unité de classe : travailleurs français et immigrés ensemble pour défendre leurs mêmes intérêts !

**Pour la libre circulation des
travailleurs :**

**Abrogation des accords
Schengen, démantèlement
du programme Frontex !**

Des papiers pour tous :

**Abrogation de toutes les
lois et circulaires racistes !**

**Pour les Etats-Unis
socialistes d'Europe !**

Rémy

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courrier électronique (facultatif) :@.....

À : Date :

Prix : pour **6 numéros**, 12 euros (16 euros en soutien) **ou** pour **12 numéros**, 24 euros (30 euros en soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'**APIDO**

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Revue de presse sociale

« La lutte de classes est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu. » K. Marx



Ouvriers grévistes en Afrique du sud

Signe de l'aiguïsement de la lutte des classes à échelle internationale, l'édition du *Monde* datée du 20 août 2010 contenait un article intitulé « La tension sociale monte dans les pays émergents ». Le fait que les tensions sociales s'intensifient dans de nombreux pays, en particulier dans les colonies et les semi-colonies n'est certes pas nouveau. Ce qui l'est en revanche est le fait que les organes de presse de la bourgeoisie, en l'occurrence de la bourgeoisie d'un pays impérialiste, s'en fassent l'écho.

L'article cite ainsi les grèves dans le secteur de l'**automobile** en **Inde**, la mobilisation des **mineurs** dans plusieurs pays d'**Afrique**, les suicides de plusieurs dizaines de travailleurs dans les **usines chinoises** ou encore l'assassinat de syndicalistes en **Colombie**. L'article met en avant que les revendications des travailleurs concernées par ces mobilisations sont relatives à l'« environnement », à la « santé au travail » et également à la « précarisation du travail », notamment à travers le recours à la sous-traitance.

En utilisant des termes caractéristiques du discours de la bourgeoisie, l'auteur de l'article reconnaît en fait que la crise économique qui a éclaté en 2007 est venue aiguïser violemment les relations sociales entre les classes. Cela signifie bel et bien que tous ceux qui avait pro-

phétisé la disparition de la classe ouvrière, et par conséquent de la lutte des classes, s'étaient largement trompés, volontairement ou non. En effet, si l'on regarde en détail la nature des grèves et des mobilisations, il s'agit bien de conflits classiques de lutte des classes dans la mesure où les travailleurs se mobilisent pour défendre leurs intérêts contre les attaques des bourgeois et des patrons. Les transnationales, aidées par les gouvernements nationaux, profitent de la crise pour licencier massivement, pour généraliser le travail précaire, pour augmenter les cadences, pour baisser les salaires et pour remettre en cause les conditions de travail. Mais ce qui ressort de l'article du *Monde* est que les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire. Si la multiplication des mobilisations signifie un progrès important dans la conscience de classe de la part des travailleurs, le manque d'alternative politique et syndicale pour les travailleurs est de plus en plus criant.

En l'absence d'organisations indépendantes défendant réellement les intérêts des travailleurs, ce sont les organisations menant ouvertement une politique de collaboration de classe qui occupent l'espace. Ainsi, dans l'article du *Monde*, ce sont des responsables de la CSI (Confédération internationale du travail) et de l'OIT (Organisation internationale du travail) qui sont cités comme représentants légitimes des

La crise économique en quelques chiffres

Parmi les informations économiques qui ont marqué le mois d'août, on peut en retenir au moins deux. Premièrement, la **situation économique américaine s'est détériorée** et renforce l'idée selon laquelle la crise économique mondiale n'est pas finie ; deuxièmement, depuis la mi-août **l'économie chinoise serait officiellement devenue la deuxième économie du monde**.

En ce qui concerne la première information, c'est-à-dire la **situation économique américaine**, elle confirme que, malgré tous les élans d'optimisme forcé des responsables politiques, la crise n'est absolument pas dépassée. On peut d'ailleurs comprendre la profondeur de la crise en lisant entre les lignes de quelques citations des analystes économiques, avec toute la subtilité et les contorsions rhétoriques qu'elles contiennent.

Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale américaine, a déclaré : « malgré le ralentissement récent, les conditions d'une accélération de la croissance en 2010 semblent réunies » mais il a insisté : « le comité [de politique monétaire] est prêt à mettre en œuvre un assouplissement monétaire supplémentaire par le biais de mesures non conventionnelles si cela s'avère nécessaire, notamment si les perspectives devaient se détériorer sensiblement. ».

Nigel Gault, chef économiste chez IHS Global Insight, interrogé par Reuters a, quant à lui, affirmé : « La première réaction est que ce n'est pas bon mais l'on pensait que ce serait pire, il pourrait donc y avoir un petit soulagement. ».

Robert Dye, économiste chez PNC Financial Services est légèrement plus direct : « Il n'y a aucun doute, la reprise économique perd de la vitesse. [...] Mais si l'on définit la récession comme étant le recul du PIB durant deux ou trois trimestres consécutifs, alors je pense que l'on n'en arrivera pas là. [...] Nous allons voir un scénario dans lequel on pourrait avoir une contraction du PIB durant un trimestre, suivie d'une légère croissance le trimestre suivant. » La croissance du PIB américain au deuxième trimestre de cette année a été de 1,4 %.

(Suite page 6)

travailleurs. Pour ces organisations, qui travaillent main dans la main avec les gouvernements bourgeois et les organisations internationales de patrons, il ne s'agit naturellement pas de remettre en question l'ordre capitaliste. C'est la raison pour laquelle elles se limitent à défendre des mots d'ordre fourre-tout et flous, qui ont surtout pour but de ne créer aucune perspective d'unification entre les différents secteurs en lutte à échelle internationale. Le 7 octobre par exemple, la CSI appelle les travailleurs à se mobiliser pour la défense d'un « travail décent ». Pas question donc de poser la question des statuts, du code du travail ou de l'augmentation générale des salaires. L'article conclut néanmoins sur le fait que, de manière de plus en plus fréquente, les syndicats affiliés à la CSI soient débordés par des bases plus combattives. Il est de plus en plus évident que la classe ouvrière cherche les voies de l'offensive, à échelle internationale.

En regardant quelques exemples de conflits qui ont eu lieu au cours des dernières semaines, on peut reformuler le titre de l'article du *Monde* avec des termes traditionnels des organisations ouvrières : « La lutte des classes s'aiguise à échelle internationale ».

En **Afrique du Sud**, après la fin du mirage de la Coupe du monde de football, les **fonctionnaires** se sont mis en grève à la mi-août pour **exiger une augmentation de salaire de 8,6 %**. Le **26 août**, des milliers d'enseignants, d'infirmiers, de gardiens de prison, de greffiers... ont défilé dans les villes du pays, en particulier dans le centre-ville de Johannesburg. Après deux semaines de grève, le président Jacob Zuma a déclaré que le gouvernement allait rencontrer les représentants des 1,3 millions de fonctionnaires que compte le pays pour éviter la contagion au secteur des mines, essentiel pour

l'économie du pays. Toujours en **Afrique du Sud**, les **ouvriers de l'automobile** ont entamé une grève le 12 août pour **exiger une augmentation de 15 %**.

En **Inde**, quelque six cents ouvriers d'une usine Volvo fabriquant des bus se sont mis en grève pour réclamer une augmentation de leurs salaires. Toujours en Inde, un **mouvement de grève** a frappé le pays le **5 juillet** dernier pour protester contre l'**augmentation du prix des carburants** annoncée une semaine auparavant par le gouvernement. Ce jour-là, l'activité était paralysée dans les principales villes du pays, notamment à Bombay.

En **Chine**, après de très importantes grèves dans le secteur automobile et dans l'informatique, les autorités de la plupart des provinces chinoises (vingt-sept sur trente et une) ont décidé d'augmenter le salaire minimum. La **hausse a été en moyenne de 20 %**. Dans ce pays, le salaire minimum est fixé régionalement et non nationalement. Ainsi, il s'élève désormais à 1 030 yuans (155 \$) dans la région de Canton, à 960 yuans (145 \$) à Pékin et à 1 120 yuans (169 \$) à Shanghai. Dans les entreprises où les mouvements de grève ont été les plus durs, chez Foxconn ou encore chez Honda, les hausses ont respectivement été de 30 et de 24 %.

En **France**, où l'été est traditionnellement marqué par une baisse de l'activité de la lutte des classes, c'est l'appel à la grève du 7 septembre pour la défense de système de retraites par répartition qui marque l'actualité sociale de la fin de la période estivale. Cette grève, appelée par l'ensemble des syndicats (FO appelle à la grève mais n'a pas signé l'appel commun car il n'appelle pas au retrait du projet de réforme), devrait toucher de larges secteurs de l'économie. À l'heure où est écrite cette rubri-

(Suite de la page 5)

Il convient également de relativiser l'information selon laquelle la **Chine** serait devenue la deuxième économie du monde, en devançant le Japon en termes de PIB. Tout d'abord, le critère de PIB est purement quantitatif et non qualitatif. De par le rôle qu'elle joue dans la division internationale du travail, celui d'« usine du monde », elle possède effectivement un important appareil productif, mais il s'agit de produits à faible valeur ajoutée destinés à alimenter les « marchés » des pays impérialistes.

La « croissance économique » de la Chine ne se fait en aucun cas sur la base du développement massif des forces productives.

Le classement du FMI qui ramène le PIB à la population du pays classe d'ailleurs la Chine au 98^e rang mondial. Les « investisseurs » étrangers recherchent avant tout en Chine une main-d'œuvre très bon marché, contrôlée par un appareil d'État répressif. Or, les récentes grèves massives et les augmentations qui en ont découlé pourraient bien faire de la Chine un pays beaucoup moins intéressant pour les transnationales des pays impérialistes.

que, le SNES-FSU appelle à la grève dès le 6 septembre dans les collèges et les lycées ; à la SNCF, la CGT, l'Unsa, Sud-rail et la CFDT appellent les cheminots à une grève de 24 heures contre la **réforme des retraites** ; FO, CFTC et CFE-CGC appellent à une grève reconductible dès le 6 septembre à 20 heures ; à la RATP, l'ensemble des syndicats appellent à la grève le 7 septembre ; dans les hôpitaux, les urgentistes appellent à la grève la même date.

D'autres appels se multiplient, notamment dans les transports urbains, dans les médias et dans le privé.

Mathieu

(Suite de la page 3)

ouvrière, des communistes [...], elle dit à la classe ouvrière : « il faut que tu saches que tu périras sous les ruines de la civilisation, si tu ne renverses pas la bourgeoisie. Essaie, résous le problème. » »

Essayer de résoudre le problème : c'est par une périphrase que Trotsky définit les problèmes de la **tactique** révolutionnaire. Essayer implique le droit de se tromper, de corriger mais sans remettre en cause la courbe des forces producti-

ves qui tend vers le bas, autrement dit, la période historique. Ceci implique aussi de ne jamais subordonner la stratégie à la tactique. De ce point de vue, les sympathisants de partis se réclamant de l'anticapitalisme large non défini stratégiquement mais se réclamant encore du trotskysme ne se situent plus dans la continuité historique du combat du bolchévisme-léninisme.

Raoul



Crise du système capitaliste : tous coupables ?

Fin 2006, quand la crise dite des subprimes commence à poindre, les coupables sont tout désignés : les ménages modestes, les ouvriers et les employés états-uniens. Les défenseurs les plus acharnés du système capitaliste mettent alors en cause un texte de 1977, le *Community Reinvestment Act* (CRA) que l'on pourrait traduire par Loi sur le réinvestissement communautaire. Selon les thuriféraires du capitalisme, en « contraignant » les banques à prêter aux ménages modestes, l'État a provoqué la crise *et donc* la preuve serait apportée que seule la totale libéralisation de l'économie peut garantir l'autorégulation du système capitaliste. Cette approche idéologique a un corollaire : nous serions tous coupables de la crise...

Retour sur les subprimes

En mettant en place le CRA, le gouvernement du « démocrate » J. Carter prétendait briser le *redlining*, une méthode de zonage des localités mise en place par les banques à partir des années 1930. Dans les « zones rouges », vivent en majorité les familles pauvres ou modestes et les banques ne prêtaient à quiconque habitait en zone rouge : on ne prête qu'aux riches, n'est-ce pas ? Pour les banquiers, il fallait donc faire ses preuves en quittant la zone rouge, faire ses preuves que l'on était « digne de confiance ».

La seule contrainte que met en place l'administration Carter, avec le CRA, est d'imposer aux prêteurs d'évaluer la situation financière réelle des emprunteurs, les conditions de prêt devant être les mêmes, sans tenir compte du lieu d'habitation. Bref, « grâce » au CRA, les ménages modestes peuvent donc emprunter pour se loger, faire face aux dépenses courantes ou même s'établir « à leur compte » comme commerçant par exemple. Or, le CRA offre des possibilités immenses aux capitalistes en général et aux spéculateurs en particulier. Il suffit de donner quelques chiffres pour mesurer l'étendue du problème.

On se souvient du film dans lequel le réalisateur M. Moore, embarquant dans un avion, discute avec les hôtes : leur salaire n'a pas été augmenté de-

puis... 1983 soit, en 1997, quatorze ans ! En 1980, 1 % des états-uniens les plus riches encaissaient 14 % des revenus, en 2000 ils en reçoivent 20 %. De même, la moitié de la population ayant les revenus les plus faibles se partage 12,6 % de l'ensemble, contre 16 % en 1977. En fait, pendant plus de vingt ans, 80 % des états-uniens ont vu leurs revenus stagner. Pourtant, le PIB est passé de 20 646 milliards de dollars en 1980 à 39 268 en 2000, soit une hausse de 90 %.

Dans une période comparable, la dette des ménages est passée de 50 % des revenus en 1980 pour atteindre 100 % en 2006. Sur le marché de l'immobilier, « la dette des ménages a grimpé de 705 milliards de dollars à la fin de 1974, 60 % du revenu disponible, à 7,4 trillions à la fin de l'année 2000, pour finalement s'établir à 14,5 trillions au milieu de l'année



2008. » 14,5 trillions, soit 14 500 milliards ! À ce moment-là, le ménage états-unien moyen détient treize cartes de crédit.

Pendant que le gel des salaires permettait de gonfler les profits, les spéculateurs, les capitalistes ont enfoncé les travailleurs, les employés, les familles modestes dans l'endettement, ce qui permettait d'écouler les marchandises produites. Le CRA pose problème quand, sous l'impulsion de l'administration Clinton, puis Bush et en pleine collusion avec la haute finance, les prêts à des ménages très fragiles permettent d'élargir les bases de la pyramide spéculative et de gonfler la masse de capital fictif.

Ces ménages, que les gangsters capita-

listes nomment « Ninja », se voient proposer des offres mirobolantes avec des options non moins alléchantes. Insistons : les banques ont mis en place une véritable offensive, avec matraquage publicitaire, pour convaincre les ménages modestes de souscrire à des prêts qui permettaient d'acquiescer un logement sans payer d'intérêts les premières années, ou même en différant les premières mensualités de remboursement.

Bien entendu, la maison est hypothéquée. L'hypothèque ne peut être levée que lorsque le prêteur a récupéré son capital et les intérêts de son prêt. Cependant, la possibilité est « offerte » d'ouvrir un crédit pour les dépenses courantes sur la partie du capital qui est d'ores et déjà remboursé : c'est le crédit hypothécaire rechargeable. En d'autres termes, plus je rembourse ma maison, plus je peux m'endetter pour ma santé, ma consommation courante, ma voiture, et je n'ai jamais fini de payer...

Un haut dirigeant de la réserve fédérale états-unienne, cité – mais pas nommé – par J. Mistral, vend la mèche : « Au bout de deux ans, l'emprunteur vend sa maison, rembourse son prêt – qui, on l'a bien compris, n'a rien coûté à personne – et empêche une plus-value lui permettant un nouveau départ dans la vie. » La combine a fonctionné tant qu'elle a pu car elle sous-entend deux conditions : un, les prix de l'immobilier ne cessent de monter ; deux, l'emprunteur ne cherche pas à se loger mais seulement à profiter de la combine spéculative. Ceux qui cherchaient juste à se loger – quoi de plus légitime que de vouloir donner un toit à ses enfants ? – se sont vite retrouvés surendettés, à plus forte raison quand les prix de l'immobilier ont commencé à baisser.

Trop d'État, trop de réglementation ?

Les capitalistes et ceux qui font profession de défendre le système développent une argumentation qui dresse un rideau de fumée devant les yeux des travailleurs. Ainsi, ils expliquent que le CRA a été une erreur et que le « libre

marché » aurait réalisé à son rythme et de façon plus saine la remise en cause du *redlining*. Bref, la régulation et l'intervention de l'État seraient responsables, selon ces messieurs ; il eut fallu laisser faire le marché !

Pourtant, les modifications dans le CRA introduites par W. Clinton, puis surtout par G. W. Bush, à la demande expresse de la haute finance, n'est jamais évoquée. Pour cette dernière, il y aurait donc une bonne régulation, une bonne intervention de l'État : celle qui se situe en soutien des capitalistes en défense de leurs intérêts.

C'est peut-être pourquoi, dans un article audacieusement intitulé « Le gouvernement des banques » paru dans *Le Monde diplomatique*, tremblant à l'idée que B. Obama ne recule devant « la horde des lobbyistes » qui s'oppose à son projet de régulation bancaire, S. Halimi s'interroge gravement : « Ceux qui signent les chèques vont-ils continuer à écrire les lois ? »

Le collaborateur du *Monde diplomatique* cherche peut-être à « conjurer le mauvais sort », car la réponse est contenue presque entièrement dans la suite de son article où il revient sur les liens nombreux, aux États-Unis et en Europe, entre les milieux d'affaires et les politiciens.

Ainsi, comme en écho à la tenue d'un déjeuner, le 8 février dernier, au cours duquel des spéculateurs de haut vol se seraient entendus pour mener une offensive contre l'euro, S. Halimi revient sur les initiatives qui ont permis à W. Clinton de financer sa réélection de 1996. Il s'agissait, contre contribution financière, de passer une nuit à la Maison blanche « dans la chambre de Lincoln » ou de prendre le café avec le Président.

Au cours d'un de ces déjeuners avec les gens de Wall Street, W. Clinton s'était engagé à abroger le *Glass-Steagall act*, une législation de 1933 qui, entre autres dispositions, cloisonnait les diverses activités bancaires et d'assurance. La haute finance n'en voulait plus. En 1999, c'était chose faite.

De même, le comité de Bâle, une émanation de la BRI (Banque des règlements internationaux) « formule des grandes normes de surveillance et des lignes directrices et recommande des déclarations de bonnes pratiques dans l'espoir que les différentes autorités prendront des mesures pour les mettre

en œuvre grâce à des arrangements détaillés – légaux ou autres – qui sont mieux adaptées à leurs propres systèmes nationaux ». Édifiant !

Qui prend les vraies décisions en la matière ? C'est un organisme privé totalement autorégulé – donc sous le contrôle exclusif de la haute finance –, l'IASB (*International Accounting Standards Board*, qu'on l'on pourrait traduire par Comité des normes comptables internationales). L'IASB est une organisation internationale de comptables et d'experts qui édicte les normes applicables par la profession. En 2005, l'Union européenne a décidé d'imposer la norme IFRS de l'IASB à l'ensemble des entreprises de l'ensemble des pays membres. À tous les niveaux, l'alliance entre la banque et le gouvernement fonctionne à plein régime. **Les lois et règlements servent les capitalistes, l'État est au service de la classe des capitalistes, la bourgeoisie.** Oui, qu'ils se nomment W. Gates ou W. Buffet aux États-Unis ou B. Arnault ou L. Bettencourt en France, « Ceux qui signent les chèques vont continuer à écrire les lois ! »

Les capitalistes sont les seuls responsables

On a vu qu'à l'origine de la crise on trouve la volonté des capitalistes de baisser toujours plus les coûts de production, c'est-à-dire essentiellement les salaires et la protection sociale. Est-ce que les travailleurs ont demandé à voir leur salaire bloqué ? Non. Est-ce que les travailleurs ont eu la moindre part à la définition de l'exigence capitaliste de profits à 15 % ? Non. Est-ce que les travailleurs sont responsables de l'utilisation spéculative des fonds qu'ils déposent à la banque ? Non, là encore. Seraient-ce les travailleurs qui ont mis au point les techniques de spéculation qui permettent aux capitalistes d'accumuler des profits sans passer par la « phase ennuyeuse de la production », selon le mot de K. Marx ? Non.

En 2007, les banques se sont retrouvées dans l'impossibilité de dire comment la crise des subprimes allait peser sur leurs comptes du fait des « véhicules d'investissement » par elles constitués de produits dérivés, eux-mêmes assemblages d'autres produits dérivés, le tout mis sur le « marché » avec la bénédiction des agences de notation. Avaient-elles, ces banques et ces institutions financières, demandé l'avis des travailleurs ? Non. Toujours non.

Les travailleurs ont-ils quelque chose à voir dans les acrobaties comptables déjà pointées du doigt lors de l'affaire Enron, il y a dix ans, mais qui ont perduré (opérations hors bilan, sortie des dettes avant présentation du bilan pour les réintégrer ensuite, etc.) ? Non, mille fois non !

En s'écriant « tous responsables ! », les capitalistes cherchent à faire porter le fardeau de la crise aux travailleurs. La démonstration des subprimes aux États-Unis pourrait être faite en France et dans n'importe quel pays. La baisse des salaires avec comme seule solution, pour de nombreux ménages, la fuite en avant dans l'endettement a les mêmes conséquences partout.

La volonté des capitalistes de maintenir leur taux de profit en baissant les salaires a créé une crise de surproduction et l'immense accumulation de capital fictif, par une masse gigantesque de crédits permettant un développement de la spéculation sans précédent, et a débouché sur une baisse... du taux de profit, dont les capitalistes sont les seuls responsables. Le rideau de fumée du « tous coupables » vise à embrigader les travailleurs dans une opération de sauvetage du système capitaliste dans laquelle ils ont tout à perdre.

En s'engageant, au contraire, dans le renversement du capitalisme arrivé au stade de sa décomposition, les travailleurs en brisant leurs chaînes ont un monde à gagner, un monde basé sur la propriété collective, sociale, des moyens de production et d'échange, tourné vers la satisfaction des besoins sociaux et vitaux de l'humanité.

J.-Louis

1) *The Big One*.

2) Source : US Department of Commerce, en dollars de 2000.

3) *Fin de monde ou sortie de crise*, ouvrage collectif du Cercle des économistes, p. 26 de l'édition en format de poche, Perrin, 2009.

4) « No income, no job, no assets », c'est-à-dire « Sans revenu, sans travail et sans patrimoine » 4

5) *Op. cit.*, p. 100.

6) <http://www.bis.org/bcbs/history.htm> (Le passage cité est traduit par nos soins, ndlr.)

7) Parmi les brillantes inventions de cet organisme, pour essayer de faire simple, quand une société détient des parts d'une autre société, au lieu de les inscrire dans le bilan à leur prix d'achat (valeur historique), elles sont inscrites au jour le jour, à leur valeur boursière : c'est le *fair value*. Lorsque la Bourse monte, il devient possible de garantir un plus gros endettement ; quand elle baisse, alors c'est la catastrophe en vue.

Petites affaires entre amis

L'affaire qui a rassemblé Eric Woerth, ministre du Travail, et Liliane Bettencourt, héritière la plus riche d'Europe, a fait figure de feuilleton de l'été. Chaque semaine continue de livrer son lot de rebondissements et de nouvelles déclarations.

L'histoire est pourtant aussi peu originale que les parcours de ses protagonistes. Liliane Bettencourt est une veille bourgeoise héritière de l'empire L'Oréal dont elle est toujours la principale actionnaire. Sa fortune et son entreprise lui ont été léguées par son père et son mari qui fut non seulement grand patron mais aussi plusieurs fois ministre sous de Gaulle et Pompidou.

Eric Woerth est quant à lui un spécialiste de l'audit et de l'arrangement fiscal pour les riches. Il a notamment travaillé pour A. Andersen (principal impliqué dans le scandale financier d'Enron en 2002). Sa passion pour la gestion de grandes sommes d'argent l'a mené à cumuler les fonctions de ministre du Budget et de trésorier de l'UMP. Il est le fondateur du Cercle de France, club qui réunit les grands donateurs de l'UMP (un « Premier cercle » rassemble les membres qui cotisent le maximum légal de 7 500 euros, bien petite somme pour des milliardaires comme les Bettencourt !).

Liliane Bettencourt a pour tradition reconnue de financer les partis traditionnels de la bourgeoisie. Généreuse donatrice du RPR à l'époque, il n'est guère étonnant qu'elle ait pu être particulièrement généreuse vis-à-vis de l'UMP par l'intermédiaire, semble-t-il, de Patrick de Maistre. Comme dit le proverbe : « Qui paie commande ». Comme les capitalistes ont l'argent, ils commandent en réalité aux gouvernements, aux ministres. Liliane Bettencourt, comme tous ses confrères de l'oligarchie française, s'est toujours assurée que ses intérêts soient bien gardés par l'État français.

Un État au service des capitalistes

L'UMP étant le parti qui représente le mieux les intérêts actuels de la bourgeoisie, cette dernière le finance par tous les moyens afin qu'il reste au pouvoir. La haute bourgeoisie française dirige ainsi l'État par le biais d'un parti dont elle finance la victoire.

Loin d'être un frein au pouvoir des capitalistes, le suffrage universel donne au contraire un terrain très favorable à la bourgeoisie pour dominer. Il donne l'illusion aux travailleurs que leur vote leur permet de s'exprimer et d'être entendus. Ainsi que le rappelle Lénine dans *l'État et la révolution*, **F. Engels, père du communisme avec K. Marx, ont démontré que « la république démocratique ne reconnaît plus officiellement les différences de fortune. La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous forme de corruption des fonctionnaires [...], d'autre part, sous forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse. »**



La relation entre les familles Woerth et Bettencourt n'est pas un cas isolé, ce n'est qu'une « forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse », un exemple typique de ce qu'explique Engels. Le financement de l'UMP tout comme l'emploi de Mme Woerth et ne sont que de petites affaires entre amis. Certes, tout cela peut paraître quelque peu *immoral* de la part de dirigeants dont la grande spécialité est de faire la leçon à la classe ouvrière. Mais la bourgeoisie se moque bien de la moralité quand elle peut faire des affaires !

L'arbre qui cache la forêt

Le plus incongru dans tout ce spectacle qui met en scène une élite dirigeante totalement corrompue et aux ordres de la haute bourgeoisie n'est pas son défaut moral mais la révélation de ce « défaut » au grand public. Le régime de la V^e république est fondé sur la distribution de prébendes aux hommes au pouvoir (et le PS n'y a pas fait exception). Les accusations de corruption à l'encontre d'E. Woerth et de N. Sarkozy au moment où ils doivent gérer le

conflit déclenché par la contre-réforme des retraites montre l'ampleur de la crise politique que traverse la bourgeoisie française et ses institutions.

Les médias et la justice sont normalement aux pieds de la classe dominante. N. Sarkozy a travaillé à les avoir au maximum sous son contrôle personnel. Pourtant, cela ne suffit pas à empêcher un grand nombre de journalistes et de magistrats de critiquer, à leur niveau, le gouvernement.

N. Sarkozy a été propulsé au pouvoir par les secteurs de la finance qui suivent un modèle à la fois conservateur et libéral. Or, la crise économique a manifestement ouvert la boîte de Pandore des désaccords entre les différents secteurs de la bourgeoisie. Entre les chrétiens qui trouvent que N. Sarkozy tape un peu fort sur les Roms et les plus réactionnaires qui trouvent que les attaques contre les travailleurs ne vont pas assez vite, l'unité de façade encore préservée par l'appareil de l'UMP risque de ne pas tenir jusqu'aux prochaines élections présidentielles.

Pour un gouvernement des travailleurs

Cette affaire doit définitivement nous persuader que la V^e république est pourrie et que nous devons la renverser. Nous ne pouvons pas attendre 2012 et que les élections mettent au pouvoir de nouveaux hommes politiques eux aussi à la botte de l'oligarchie capitaliste. Nous devons nous saisir de cette crise politique pour nous mobiliser contre ce gouvernement dans la grève et élire nos propres représentants en vue de la prise du pouvoir.

Aujourd'hui, c'est tout le régime de la bourgeoisie et la propriété privée sur laquelle elle assoie son pouvoir qu'il faut détruire. Contre les capitalistes et l'État à leur service, nous ne pouvons compter que sur la mobilisation permanente des masses dans la perspective de socialiser les moyens de production et d'échange. Nous ne pouvons compter que sur une lutte sans concession des travailleurs pour imposer une démocratie ouvrière où seuls ceux qui travaillent auront le droit de décider !

Greg

Contre la destruction des retraites par répartition et des acquis sociaux, jeunesse mobilisée le 7 septembre !

Le gouvernement ne pourra pas continuer encore longtemps ses provocations sans énerver et mettre en mouvement une grande partie de la jeunesse. Quel jeune ne se sent pas concerné par la contre-réforme des retraites en pensant à ses parents obligés de s'arrêter au-delà de 65 ans ? Quel jeune ne se sent pas catastrophé par les rafles et les milliers d'expulsions chaque année dans un pays qu'on lui a vendu dès ses premières années d'école comme le pays des droits de l'homme et de la liberté ?

Et tous les jeunes subissent les attaques sans répit du gouvernement qui détruit tout le système public d'éducation, de la maternelle à l'université, pour au final donner la jeunesse en proie au chômage massif. Aujourd'hui, la jeunesse a tous les prétextes pour se mobiliser et être la flamme de la lutte contre le gouvernement. Il ne lui manque qu'un parti ouvrier révolutionnaire à sa tête pour orienter politiquement son combat : c'est ce parti que le GSI s'attache à construire en France.

Greg

À propos de la suppression de la demi-part fiscale pour les étudiants

Début juillet, le gouvernement a annoncé une série de mesures, des restrictions budgétaires dans la droite ligne des politiques d'austérité menées à l'échelle européenne qui vise à pressuriser la classe ouvrière pour sauvegarder les profits. Ainsi, alors qu'il a jeté des milliards aux banques, le gouvernement s'attaque aux aides sociales. Il annonce que dorénavant, la demi-part fiscale et l'APL ne seront plus cumulables.

Au nom de quoi ? d'une prétendue autonomie de la jeunesse version Martin Hirsch, de l'autonomie version Unef, de l'autonomie version Sud ou encore version NPA. Cette autonomie est défendue dans leur revendication du salaire étudiant. Or, qui dit salaire étudiant, dit destruction des bourses. Depuis son annonce, N. Sarkozy a reculé, de peur que les étudiants se saisissent de cette mesure pour sortir dans la rue

dès la rentrée. Mais l'idée a été lancée, les étudiants les plus défavorisés sont prévenus.

Aujourd'hui, le RSA se met en place (au 1^{er} septembre 2010) dans sa version élargie aux moins de 25 ans. À terme, ce sont toutes les aides sur critères sociaux qui doivent disparaître contre un revenu à minima qui concurrencera le SMIG par le bas. Pourtant, ce mot d'ordre de « salaire étudiant » ou « salaire jeune » réunit les bureaucraties syndicales et partis de la droite à la gauche contre les bourses, contre les aides sociales.

Les militants du GSI ont, à de nombreuses reprises, mis en garde la jeunesse et les travailleurs contre cette revendication. Nous constatons que nous avons raison. Alors que le gouvernement met en place le RSA, il supprime le fonds national d'urgence, démantèle les Crous par la décentralisa-

tion, remet en cause le financement des bourses et veut supprimer l'exonération de la demi-part fiscale. Nous refusons la destruction des acquis sociaux, refusons de payer l'argent de poche des jeunes bourgeois !

Maintien du système national de bourses sur critères sociaux !

Non à la décentralisation-privatisation des Crous !

Nous poursuivons, au sein de la jeunesse, une politique de classe qui réunit les étudiants, notamment les étudiants salariés, les jeunes travailleurs et les travailleurs en formation pour la défense de leurs acquis sociaux contre l'exploitation du capital. C'est dans l'union avec les chômeurs, les travailleurs et les retraités que nous appelons à manifester, le 7 septembre, contre les contre-réformes du gouvernement.

Alice

Lycéens, unité pour les retraites !

C'est la rentrée, or pour les lycéens, rentrée scolaire signifie aussi rentrée de la lutte des classes. En effet, cette année les dégâts causés par les réformes de casses de l'éducation publique du gouvernement Sarkozy se font sentir plus que jamais. Une classe de seconde sur deux sera privée de livres à la rentrée, jusqu'en octobre. Les classes seront surchargées, conséquence directe des suppressions de postes : on prévoit en moyenne 38 élèves par classes !

De plus, non content de précariser les enfants, le gouvernement attaque la retraite par répartition. Nous étions plusieurs centaines de lycéens dans la rue le 24 juin aux côtés de nos aînés. Cette rentrée est donc bien l'ouverture d'une dure mobilisation de la jeunesse, dans l'unité avec les travailleurs !

Pour l'arrêt des suppressions de postes de professeurs et le rétablissement de tous les postes déjà supprimés !

**Pour le retrait de la réforme Chatel !
Contre la casse de la retraite par répartition !**

RDV le 4 et le 7 septembre dans la rue pour exiger la grève générale dans l'unité, avec les travailleurs, jusqu'à l'aboutissement de TOUTES nos revendications !

Pierre

Professeurs, étudiants, lycéens : faire front ensemble pour le retrait des « réformes »

La rentrée 2010 s'annonce tendue dans l'éducation car elle va être le résultat des réformes conjointes sur plusieurs années à tous les niveaux de l'enseignement – primaire, secondaire et supérieur. C'est un véritable faisceau de réformes dont la cohérence devient réalité :

1) La mise en place de la « **masterisation** » des concours de recrutement des enseignants s'achève ; elle signifie clairement l'allongement de la durée d'études pour les futurs professeurs, écartant ainsi les étudiants aux revenus trop modestes (au rebours de l'École normale, qui avait permis à de nombreux enfants d'ouvriers et de paysans d'accéder à des études, un diplôme, un métier qualifié). Paradoxalement, la masterisation signifie une amputation de la formation, avec l'élimination du volet professionnel à l'IUFM pour le professeur-stagiaire. En parallèle, la **réforme des concours** eux-mêmes se poursuit : d'abord exploités à travers des stages pré-concours obligatoires, les « masterisés » sans concours constitueront un contingent d'enseignants moins coûteux, dont l'emploi et les conditions de travail ne correspondent à aucun statut et qui feront ainsi concurrence aux personnels titulaires. Avec la diminution des postes aux concours, ceci annonce à terme la fin des concours ainsi qu'un processus de titularisation au compte-gouttes, au « mérite » (comme c'est déjà le cas en Italie).

2) L'application de la **réforme des lycées** représente des économies sur le plan purement pédagogique avec moins d'heures d'enseignement, la fin de certaines matières (plus d'histoire-géographie en terminale scientifique, plus d'enseignements scientifiques en terminale littéraire) et la « rationalisation de l'offre de formation » qui met en concurrence les établissements, selon la même logique que la LRU pour l'enseignement supérieur. Cette réforme signifie également l'individualisation des parcours et la casse du statut national du bac, premier diplôme universitaire, là encore dans une

logique de casse généralisée des diplômes sur lesquels s'appuie le code du travail.

3) La mise en place du **socle commun** (fruit de la réforme Fillon) et du **livret de compétences**, devenu obligatoire depuis le 1^{er} juillet 2010 dans l'enseignement primaire et au collège, a pour objectif de détruire les connaissances au profit de compétences atomisées. En effet, censé représenter le bilan de la fin de la scolarité obligatoire⁽¹⁾ – et donc remplaçant à terme le diplôme national du brevet –, le livret de compétences est l'outil d'une éducation aliénante, qui prive les élèves de tout diplôme reconnu et les oblige à rentrer dans les cases pour satisfaire les besoins particuliers du patronat. Les stages en entreprise obligatoires en 3^e et les partenariats lycée-entreprise prouvent, si besoin en était, que l'objectif est bien celui-ci.

4) Cette rentrée 2010 est marquée aussi par la fin progressive des moyens supplémentaires alloués aux établissements en ZEP et/ou RAR⁽²⁾. Néanmoins, les « labels » particuliers continuent de se développer, avec la création des établissements CLAIR. Ces établissements expérimentaux (des collèges pour la majorité) sont situés en banlieue des grandes agglomérations (Paris, Lyon, Marseille...) : sans moyens supplémentaires, mais avec une **déréglementation totale** de la pédagogie (les programmes et horaires officiels ne sont plus obligatoires) et de l'emploi (recrutement par le chef d'établissement sur la base de contrats de trois ans). C'est une ghettoïsation totalement assumée par le gouvernement.

5) Les **suppressions de postes** se poursuivent elles aussi : il y en aura 16 000 en 2011, suite aux 16 000 de 2010 – au total plus de 60 000 à ce jour depuis 2005. C'est une véritable saignée, à laquelle s'ajoutent les changements de statut des personnels. Elles ont bien évidemment pour corollaire des fermetures de classes (dans le primaire et dans le secondaire), voire d'établissements, dans les zones rurales notamment. Elles sont également synonymes de diminution de la scolarisation, en

maternelle et en lycée professionnel en particulier.

6) Enfin, cette rentrée va montrer à nouveau le développement d'**outils de répression de la jeunesse** : Base-Élève (système contenant des données confidentielles tels des renseignements sur la famille, l'origine, la santé... et conservé pendant trente-cinq ans !) qui va sans doute se voir appliquer malgré la mobilisation importante l'an passé dans le premier degré ; Sconet (son équivalent dans le secondaire), sans compter le rôle non négligeable du livret de compétences dans cette « surveillance » à long terme des jeunes.

Toutes ces réformes sont passées grâce aux doux mots d'« autonomie » et de « personnalisation ». En réalité, elles signifient la fin du cadrage national des diplômes, des programmes, des statuts, l'individualisation des parcours scolaires et universitaires comme des carrières et la destruction programmée du service public d'enseignement. Toutes ces réformes sont passées car les bureaucraties syndicales n'ont pas voulu organiser les mobilisations qui pourtant se faisaient jour. Elles ne font que négocier les modalités d'application de ces réformes, les considèrent comme acquises et ne demandent pas leur retrait pur et simple.

Ces bureaucraties sont les complices d'un gouvernement dont l'objectif est clair : faire en sorte, en organisant la destruction de l'éducation publique de la maternelle à l'université qu'il soit préférable, pour ceux qui en ont les moyens, d'envoyer son enfant dans un « jardin d'enfants » privé, dans un collège ou dans un lycée privé, d'avoir recours à des cours de soutien privés, d'être sponsorisé par une entreprise pour mener ses études, de se payer une formation supérieure privée pour devenir ingénieur, technicien ou professeur. Pour les autres, restera une éducation publique exsangue, en manque de tout : de personnels enseignants, infirmiers, surveillants, techniques et même de matériel de base. Car l'ensemble de ces mesures forme bel et bien un « projet de civilisation » profondément réac-

tionnaire : seuls les enfants de la bourgeoisie pourront se permettre d'aller au-delà du socle commun et du livret de compétences.

Enseignants, étudiants, lycéens, parents d'élèves, exigeons ensemble et massivement la restitution des postes supprimés et le retrait total de toutes ces réformes qui détruisent les conditions d'enseignement et d'études à tous les niveaux. Construisons l'unité vers la grève générale pour renverser le gou-

vernement et pour construire un gouvernement des travailleurs, capable de répondre aux besoins vitaux et sociaux du plus grand nombre.

Restitution des postes supprimés !

Des postes aux concours à hauteur des besoins !

Abrogation de la LRU, retrait des réformes Péresse et Chatel !

Non à la répression de la jeunesse !

Pour une éducation publique, laïque et gratuite de la maternelle à l'université !

Unité dans la grève générale !

Garlone

1) Note circulaire du 8 mai 2010.

2) ZEP : zone d'éducation prioritaire ; RAR : réseau ambition réussite ; CLAIR : collège lycée ambition innovation réussite.

Kanaky, Juillet 2010 : entre provocation et mascarade !

Depuis le 17 juillet, les drapeaux français et kanak flottent côte à côte à Nouméa. Lors d'une visite prétendument officieuse pour conforter le processus de décolonisation par étapes mais en vérité très officielle, F. Fillon a assisté à la levée du drapeau français et du drapeau kanak au Haut-commissariat de la République à Nouméa. Le lendemain, le Premier ministre a suivi les traces de ses prédécesseurs socialistes, M. Rocard et L. Jospin⁽¹⁾, en se rendant dans la tribu Tiendanite (Nord-Est) dont était membre l'ancien leader du front indépendantiste, J.-M. Tjibaou⁽²⁾. Retour sur ce week-end qui aura de lourdes conséquences.

Rappelons l'importance de cette levée de drapeaux : les accords de Nouméa⁽³⁾ stipulent que la Nouvelle-Calédonie doit se doter de signes identitaires (drapeau, hymne, devise et nom) « reflétant la culture kanak et le futur partagé entre tous⁽⁴⁾ », et c'est ainsi que le Premier ministre souhaiterait que soit interprétée la cérémonie du 17 juillet. Or, la levée du drapeau français à côté du drapeau kanak n'est pas le signe d'un pas vers l'indépendance mais bien la preuve d'une domination pérenne de l'État français sur la Kanaky.

Paul Néaoutyine (Palika)⁽⁵⁾, président de la province nord, fustige : « Quand est-ce qu'on parle d'un drapeau commun ? » En face, Philippe Gomez (Calédonie ensemble)⁽⁶⁾, président du gouvernement, se lamente : « Moi je veux un drapeau calédonien qui rassemble, pas deux drapeaux qui divisent. »

L'absence de réaction des indépendantistes devant cette provocation de l'État français et les propos de Philippe Gomez, ancien membre du RPCR⁽⁷⁾, nous

montrent le marasme politique dans lequel baigne la Kanaky. Aujourd'hui, le seul drapeau à brandir existe déjà : le drapeau kanak, celui créé pendant les luttes historiques du mouvement. Depuis de nombreuses années, les indépendantistes (FLNKS⁽⁸⁾, Palika...) ont pris l'habitude de concéder systématiquement à l'État colonial français. Préférant aller sur le terrain du « destin commun », d'une « indépendance ensemble », reléguant aux oubliettes les mots d'ordre historiques du Palika, vers l'unité de classe contre l'exploitation et donc la colonisation sous toutes ses formes.

Mais la mascarade continue avec l'hommage rendu par F. Fillon à J.-M. Tjibaou. Accueillir le Premier ministre de Nicolas Sarkozy avec des fleurs, des chansons et des danses à l'aéroport de la Tontouta était déjà inattendu. Mais un accueil fait de danses et d'échanges d'offrandes dans la tribu Tiendanite par la veuve et le fils de J.-M. Tjibaou relève sans nul doute du surréalisme ! Après avoir planté un pin à côté de la tombe du leader assassiné, F. Fillon a prononcé ces mots : « Je sais les souffrances qui ont marqué ce territoire. »

Le caractère folklorique du séjour ne suffit à en cacher son côté ubuesque ! Voilà où conduit aujourd'hui le culte de la personnalité qui est alimenté autour de J.-M. Tjibaou depuis son assassinat. Est-il utile de rappeler que la droite républicaine a les mains tâchées du sang des indépendantistes qu'elle a liquidés lors de l'assaut de la grotte d'Ouvéa ? Et même si F. Fillon a revêtu le costume de Bougainville, il n'en reste pas moins le valet d'un petit Napoléon.

Cette visite est une provocation du gouvernement Sarkozy envers le peuple kanak, et la légitimité du combat pour l'indépendance est aussi la preuve que sur le terrain institutionnel et électoral le gouvernement et ses alliés en Kanaky considèrent que les dés sont déjà jetés. Le Premier ministre peut donc affirmer en toute sérénité que le choix reviendra « aux Calédoniens et à eux seuls », tout en partageant l'espoir de M. Rocard qui affirmait en 1988 lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie : « mon souhait le plus cher est qu'en 1998⁽⁹⁾ la Nouvelle-Calédonie choisisse de rester dans l'ensemble français ».

En vérité, la mascarade avait commencé vingt-deux ans plus tôt, et F. Fillon marche dans les traces de deux autres Bougainville déguisés en socialistes.

Griselda

1) En 1988, M. Rocard et L. Jospin se sont rendus en Nouvelle-Calédonie une semaine après la signature des accords de Matignon.

2) Ancien leader du FLNKS assassiné en 1989 après la signature des accords de Matignon.

3) Texte constitutionnalisé signé en 1998 entre l'État français, la droite calédonienne et le front indépendantiste qui organise le processus de décolonisation de la Kanaky débouchant sur un référendum d'autodétermination prévu entre 2014 et 2018.

4) Extrait des accords de Nouméa.

5) Parti de libération kanak, parti historique pour l'indépendance de la Kanaky et composante essentielle du FLNKS.

6) Calédonie ensemble : parti anti-indépendantiste non majoritaire dans la droite calédonienne.

7) RPR calédonien.

8) Front de libération kanak et socialiste.

9) Date initialement prévue pour le référendum d'autodétermination.

La production d'uranium au centre de la colonisation française

Le capitalisme impose aux États impérialistes de redéfinir constamment leur stratégie coloniale en fonction des impératifs économiques de la bourgeoisie. C'est ce qui a déterminé l'évolution des rapports entre puissances impérialistes durant tout le XX^e siècle. Le moteur politique de la bourgeoisie capitaliste est la recherche perpétuelle du plus haut taux de profit. Il s'obtient par la combinaison d'un approvisionnement sûr et économique en matières premières et l'exploitation d'une force de travail la moins coûteuse possible. Le pic de crise⁽¹⁾ qui a secoué récemment le capitalisme financier a accéléré la re-disposition de l'impérialisme français⁽²⁾. Ce n'est un secret pour personne, le pouvoir français poursuit la colonisation économique du continent africain tout en ayant délégué l'autorité politique. Nous avons déjà écrit dans ces pages sur les multiples aspects de la politique coloniale de la France et ses conséquences barbares : pillage méthodique des ressources minières, pétrolifères et arboricoles, asphyxie économique et soutien à des régimes sanglants pour maintenir une émigration de main-d'œuvre vers la métropole.

Le désormais traditionnel (c'était la 25^e édition) sommet franco-africain de Nice s'est tenu les 31 mai et 1^{er} juin derniers. Nous avons pu y entendre le Président français déclamer une nouvelle fois sa volonté de mettre fin aux relations affairistes entre la bourgeoisie française et l'ancien empire colonial. Ces déclarations peinent à dissimuler la vocation première de cette rencontre qui est de permettre au patronat français de renforcer son implantation en Afrique : 200 patrons français et africains était conviés sous la houlette du Medef représenté par Laurence Parisot. Le syndicat patronal, selon les propres mots de sa dirigeante, veut « s'inscrire au cœur d'une nouvelle relation avec l'Afrique »⁽³⁾. La nouveauté n'est pas dans la relation politique de la France avec ses colonies mais dans les priorités économiques de la bourgeoisie impérialiste sur le continent. Le 14 juillet qui a suivi ce sommet a donné lieu à un défilé surréaliste de détachement des armées des colonies françaises comme au temps des défilés des troupes colo-

niales. Pour faire bonne mesure, le gouvernement français avait annoncé précédemment la revalorisation des pensions des anciens combattants des colonies, ce qui ne mange pas de pain maintenant que la plupart sont décédés, souvent dans la misère. Ces faits illustrent bien la domination de l'impérialisme français sur nombre de pays africains mais ils prennent un caractère anecdotique devant l'ampleur du pillage à l'œuvre en Afrique.

L'actualité coloniale de l'impérialisme français est dominée par la prise de contrôle de l'exploitation de l'uranium dont regorgent les sous-sols de certains pays africains. Cette matière première stratégique est convoitée par toutes les puissances coloniales comme par les impérialismes en devenir (Chine, Inde, Brésil...). Affaibli par la crise capitaliste et l'enlisement de la guerre impérialiste en Afghanistan, le gouvernement français a réajusté son implantation coloniale au sein des pays producteurs d'uranium. Le Kazakhstan est l'objet de toutes les attentions du pouvoir politique français. En octobre 2009, N. Sarkozy déclarait : « le Kazakhstan est pour nous un partenaire majeur dans une région, l'Asie centrale, absolument stratégique pour le monde, un géant avec qui nous voulons développer nos relations dans tous les domaines. »⁽⁴⁾ Un partenaire destiné à devenir ce qu'est aujourd'hui le Niger : une mine à ciel ouvert au service de la production énergétique française.

Le Niger occupe une position stratégique à la frontière de l'Afrique de l'Ouest avec le Maghreb et a la 8^e plus grande superficie du continent (1 267 000 km²). C'est le troisième producteur d'uranium derrière le Canada et l'Australie. C'est un des pays les plus pauvres d'Afrique (63 % de la population vit avec moins de 115 euros par an)⁽⁵⁾. L'exploitation des gisements d'uranium est exclusivement contrôlée par le leader du secteur nucléaire, Areva. Areva est le résultat de la privatisation du secteur nucléaire en France. Cette entreprise est née de la fusion du CEA (Commissariat à l'énergie atomique), de Framatome et de la Cogema. Les activités de ces trois branches permettent à Areva de couvrir tout le

champ de la production d'énergie nucléaire : de l'extraction du combustible (l'uranium) au développement et à l'exploitation des centrales nucléaires. La puissance du groupe Areva sert doublement la bourgeoisie : c'est tout d'abord une machine à profits exceptionnelle (14 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2009 pour un bénéfice net de 552 millions d'euros)⁽⁶⁾ tout en étant un outil solide d'approvisionnement en énergie pour la production française. C'est pourquoi le gouvernement français a mis tout son poids dans l'installation d'Areva au Niger (et, plus discrètement, en Namibie où Areva espère extraire 3 000 tonnes d'uranium par an).

L'exploitation sauvage du sous-sol nigérien a nécessité de déplacer les populations installées sur les sites d'extraction. Le gouvernement nigérien a mené une répression féroce à l'encontre du peuple touareg qui revendique les terres spoliées (principalement situées dans le massif de l'Aïr) par Areva. Cependant, la résistance n'a pas disparu et les installations minières sont toujours la cible d'attaques de la rébellion touareg. Cette situation fait apparaître clairement les conséquences de l'exploitation capitaliste des ressources et des hommes et légitime encore aujourd'hui le diagnostic posé par Trotsky (soixante-dix ans après son assassinat par le Stalinisme) : « la crise de l'humanité se résume à la crise de sa direction révolutionnaire ». Quelle organisation internationale est en mesure de mobiliser les travailleurs pour assurer le succès des luttes d'émancipation en Afrique ? Quelle organisation du mouvement ouvrier a aujourd'hui en France la capacité et la volonté d'engager une lutte déterminée pour contraindre le capital français à quitter ses positions en Afrique ? Quels partis défendent au Niger, au Tchad, au Gabon et dans toutes les colonies un programme révolutionnaire pour défendre le socialisme et avancer vers la construction des États-unis socialistes d'Afrique ? L'histoire a donné son verdict : dépourvu de parti révolutionnaire démocratiquement centralisé et organisé internationalement, les luttes d'émancipation

(Suite page 17)

Guerre en Afghanistan et crises impérialistes

Nous savons que la guerre en Afghanistan est perdue. La seule question que se posent maintenant les pays impérialistes est de savoir comment contrôler le pays indirectement, et à quel rythme retirer les troupes. Le départ soudain des soldats néerlandais est venu accélérer la situation de crise des pays impérialistes, qui doivent en plus surmonter une crise grave et sans précédent du système capitaliste.

L'impérialisme états-unien est obligé de se redéployer du fait de la combinaison de plusieurs facteurs : outre le borbier, la crise du système vient frapper durement la classe ouvrière, qui se mobilise en retour : lutte des immigrés, luttes des fonctionnaires... D'autre part, l'ouragan Katrina et la marée noire sur les côtes américaines alimentent le mécontentement de la classe ouvrière, ce qui oblige Obama à revoir ses plans. D'autant que renflouer les banques a coûté cher, sans compter le soutien indéfectible à l'État sioniste, véritable gouffre financier.

Depuis février, les Pays-Bas étaient en crise ouverte : il n'y avait plus de majorité pour gouverner le pays, du fait d'un désaccord des différents secteurs de la bourgeoisie néerlandaise sur la position à adopter face à l'Afghanistan. Six mois plus tard, cela se traduisait par leur retrait le 1^{er} août. Les Pays-Bas étaient à Kamp Holland (dans l'Orozgân, au Sud du pays), ils ont été remplacés par des soldats américains, australiens, slovaques et singapouriens.

Tous les pays sont concernés

Ce premier retrait d'un pays belligérant donne des idées à d'autres. D'intenses débats ont lieu par exemple au Canada qui parle d'un retrait dès 2011. En fait, la question de la nécessité de cette guerre traverse tous les pays.

En creusant un peu, l'on se rend compte que chaque pays européen va faire des coupes dans ses dépenses budgétaires militaires. Au Danemark, 70 milliards d'euros en moins pour la participation au budget de l'Otan ; en Suède, suppression du service militaire (depuis le 30 juin 2010). En Grèce, le plan de rigueur concerne le salaire des

militaires, afin de maintenir les achats d'armes à l'Allemagne et à la France !

En Angleterre, la question de la guerre est tumultueuse, elle était au centre des dernières élections, 77 % de la population étant pour le retrait des troupes armées. Ceci s'est traduit par des annonces de coupes dans le budget de la défense. La Royal Air Force va passer de cinq cents à deux cents avions, et 1/6^e de ses hommes (7 000) vont être licenciés. « La marine n'est pas en reste. Elle devrait contribuer avec deux sous-marins, trois navires amphibies, cent officiers supérieurs et 2 000 marins. Quant à l'armée de terre, elle verra sa flotte de véhicules blindés (environ 10 000 aujourd'hui) diminuer de 40 %. Et une brigade de 5 000 hommes va être supprimée. »⁽¹⁾ Ceci s'accompagne de non-renouvellement d'équipements et de baisse de commandes à l'industrie de l'armement. Assurément, ceci va aggraver les conflits entre les bourgeoisies anglaises. On parle de 40 milliards d'euros d'économie mais il n'y aura pas de retrait des 9 500 soldats en Afghanistan avant 2015. Tout ceci sera tranché à l'automne.

En Allemagne, il est question de réduire l'armée de 40 000 hommes pour arriver à 150 000 hommes. Les décisions doivent se prendre à l'automne. De même, il est envisagé d'en finir avec le service militaire. Derrière ceci, il s'agit bien de faire des économies et d'aller vers une professionnalisation de l'armée allemande. Il est également envisagé de privatiser une partie de l'industrie militaire allemande : « Avons-nous vraiment besoin de produire nous-mêmes tout ce dont nous avons besoin ? » se demande le ministre de la Défense allemand.

Avec qui s'allier ?

Les États-Unis recherchent un allié dans la région. Des accords de « coopération économique » ont été signés avec le Pakistan, en échange d'un soutien logistique aux armées coalisées. Le problème est aujourd'hui que le gouvernement du Pakistan est très instable étant donné toutes ses contradictions internes, ceci étant renforcé par les soulèvements populaires faisant suite aux inondations qui ont

secoué le pays cet été. Pour les États-Unis, cette guerre est donc bien une impasse, il n'existe aucune perspective de sortie « honorable ».

En juillet et en août, des manifestations réunissant plusieurs centaines de personnes ont eu lieu à Kaboul, à Mazar-i-Sharif (au Nord du pays) et à Jalalabad (à l'Est) bloquant les routes suite à la mort de plusieurs civils tués par l'Otan. Les manifestants scandaient « mort aux Américains », « mort à Karzaï ». Ceci pose la question de l'alternative pour l'Afghanistan.

Cette situation de borbier et la volonté de contrôler les richesses de l'Afghanistan ont déjà comme conséquence l'ouverture de pourparlers avec ceux que les bourgeois appellent des « talibans modérés », des forces réactionnaires et bourgeoises afghanes, celles-là même que les États-Unis il y a trente ans de cela avaient mis en place pour contrer l'avancée de l'URSS. Les talibans, modérés ou non, sont des forces pour mater toute montée révolutionnaire des travailleurs afghans. Alors que la raison officielle de cette guerre était la lutte contre le terrorisme, il ne fait aucun doute que demain tous ces criminels seront blanchis.

Même si cette guerre est une impasse, il n'y a que la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse qui forcera les troupes d'occupation à partir. C'est pourquoi il est fondamental que dans tous les pays, et notamment en France puisque c'est là que nous pouvons agir, nous dénoncions cette guerre, nous devons exiger que l'argent aille pour la santé, l'éducation, les retraites, le logement, la santé, pas pour la guerre. Ce n'est pas à nous de payer les frais d'une guerre de rapine ! Il est scandaleux que les partis et syndicats ne disent rien sur ces questions, ou n'aient que l'abstrait mot de « paix » à la bouche.

Loïc

1) <http://bruxelles2.over-blog.com/article-l-armee-britannique-se-prepare-a-une-sacreeraclee-55261010.html>.



Elections au Brésil

Le PSTU est la seule alternative ouvrière et socialiste

Au mois d'octobre prochain, il y aura des élections générales au Brésil. Le processus électoral aura lieu à un moment de tranquillité relative pour la bourgeoisie brésilienne et le gouvernement de Lula lui-même.

D'une part, la crise économique internationale, qui a provoqué en 2009 une chute du PIB de 0,2 % (mettant fin à une période de plusieurs années de croissance) paraît donner un répit au pays : le ministre des Finances, Guido Manteiga, a prévu une croissance de 5 à 6 % pour 2010. Bien que l'économie commence à montrer quelques symptômes de refroidissement et qu'on voit la menace d'une extension de la situation européenne difficile, ce qui est certain c'est que ce panorama prédomine maintenant et que le mot « crise » a disparu du discours des principaux candidats bourgeois.

D'autre part, les élections ont aussi lieu dans un cadre de tranquillité relative dans la lutte des classes, perturbée seulement par les conflits que suscitent les négociations salariales annuelles des différents secteurs de travailleurs.

Cette tranquillité relative se manifeste aussi dans le fait que Lula termine son second mandat avec un indice d'approbation proche de 80 %, le plus haut pour un président depuis que cet indice a commencé à être mesuré, il y a deux décennies.

Une fausse polarisation

De cette manière, la bourgeoisie brésilienne peut de nouveau « jouer sur deux tableaux » et imposer une fausse polarisation entre ses deux principaux candidats : pour le PT, Dilma Rousseff, et pour le PSDB, celui de l'opposition

de droite, José Serra, ancien gouverneur de São Paulo.

Lors d'un premier débat télévisuel, assez ennuyeux, Dilma a montré que, contrairement à Lula, elle n'est pas une personne issue du mouvement de masse mais de l'appareil du PT, et elle s'est limitée à garantir la continuité de la politique de Lula ; tandis que l'autre candidat a évité les critiques frontales au gouvernement, se limitant à avancer des arguments du genre « nous le ferions mieux ».

L'information sur les apports financiers des entreprises aux campagnes montre

Front de Gauche PSOL-PSTU-PCB) de se présenter à nouveau. Au-delà de son « habillage vert », Marina revendique toute la politique économique des gouvernements du PT et de Fernando Henrique Cardoso, en affirmant qu'elle voudrait « unir le PT et le PSDB » dans son gouvernement. Elle avance même des positions très réactionnaires, comme son rejet public au droit à l'avortement libre et gratuit.

Une réalité très différente

La réalité profonde que vivent les travailleurs et le peuple brésilien est toutefois très loin de l'optimisme que montrent la bourgeoisie et ses candidats. Contrairement aux profits records qu'ont obtenus les grandes banques et les entreprises pendant le gouvernement de Lula (ce que Lula lui-même continue à revendiquer publiquement), le Brésil est le pays avec la distribution de revenu la plus injuste au monde. Alors que les 10 % les plus riches de la population engrange 50 % du revenu du pays, les 50 % les plus pauvres reçoivent à peine 10 %⁽¹⁾.

Ce sont des chiffres qui, en fait, font état des millions de Brésiliens qui vivent dans la pauvreté des favelas, sans accès aux services publics élémentaires ; de la foule des paysans sans terre ; de cette grande multitude qui dépend de plans d'aide, comme le Panier Ménagier, pour ne pas mourir de faim.

Ce qui est aussi très loin de cet optimisme, c'est l'augmentation impressionnante de la dette publique. La dette extérieure accumule 282 milliards de dollars et la dette publique a été triplée depuis 2008, comme un mécanisme pour subventionner banques et entreprises pendant la crise, atteignant près



que, de plus en plus, une majorité de la bourgeoisie commence à incliner pour Dilma, une tendance que commencent à montrer aussi les enquêtes d'intention de vote, dans lesquelles elle dépasse Serra de pas moins de 5 points.

La bourgeoisie brésilienne promeut même une fausse alternative « de gauche » au gouvernement, à travers la candidature de Marina Silva (ancienne ministre de l'Environnement du gouvernement de Lula) pour le Parti Vert, favorisée par le refus d'Heloisa Helena (qui en 2006 a obtenu plus de 6 millions de voix comme candidate du

de 1 000 milliards de dollars. Le déficit des comptes courants (les recettes fiscales moins les paiements) peut atteindre cette année 60 milliards. Autrement dit, une recrudescence de la crise économique internationale trouverait le Brésil dans des conditions beaucoup plus fragiles que dans la première phase de la crise.

Mais « on ne parle pas de cela » dans la campagne électorale des candidats de la bourgeoisie. Et on ne parle pas non plus de la soumission du pays et du gouvernement de Lula à l'impérialisme, ni du rôle que Lula et son gouvernement jouent en tant qu'agents de celui-ci de différentes façons, entre autres en apportant le principal contingent des troupes de l'ONU dans l'occupation d'Haïti, troupes dont le Brésil assume le commandement.

Diffuser le programme socialiste

Autrement dit, le Brésil est un pays très riche en ressources naturelles et en richesse produite par le travail, mais dont le peuple est condamné à rester pauvre et sans solution pour les nécessités les plus urgentes, suite au pillage de ces richesses par l'impérialisme et la bourgeoisie brésilienne.

Pour inverser cette situation et satisfaire ces besoins populaires, il est nécessaire de dépasser le capitalisme, c'est-à-dire, d'imposer un véritable gouvernement des travailleurs qui applique un programme qui change d'emblée la structure socio-économique du pays. Un programme qui inclut des mesures comme le non-paiement de la dette extérieure et intérieure, l'expropriation sans indemnité et l'étatisation des grandes entreprises et des banques nationales et internationales, une réforme agraire profonde avec expropriation des grands propriétaires et distribution de cette terre, la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, et un plan de travaux publics destiné à la satisfaction des nécessités populaires.

De cette manière, à travers un plan économique étatique centralisé, on pourra assurer une augmentation générale de salaires qui garantit un salaire minimal équivalent au panier de base complet, un emploi pour tous, une multiplication par trois du budget de la santé et de l'éducation publiques, des logements dignes pour tous et de la terre pour tous les paysans.

Une fausse démocratie

La bourgeoisie présente les processus électoraux comme l'expression maximale de « sa » démocratie parce que les travailleurs et le peuple « y choisissent librement » leurs représentants et dirigeants.

C'est totalement faux. Les partis soutenus par la bourgeoisie disposent de ressources qualitativement supérieures pour développer leurs campagnes, par rapport à ceux des partis ouvriers et/ou de gauche, en premier lieu par les grands apports financiers qu'ils reçoivent, directement ou indirectement, des entreprises et des patrons.

Le PSTU rejette décidément tout apport financier de la bourgeoisie, parce que ceci représente, dans les faits, un compromis ou une dette qui, tôt ou tard, sera perçu politiquement. Ne dit-on pas au Brésil : « Qui paye l'orchestre, choisit la musique. » ? Au contraire, le PSTU finance sa campagne avec les apports qu'il reçoit des travailleurs, et de ses membres et sympathisants. C'est cela la garantie de son indépendance politique face aux patrons et à leurs gouvernements, et c'est cela le principal. Mais, en même temps, c'est une limitation pour ses possibilités de développer une grande campagne dans les médias.

C'est d'ailleurs quelque chose qui est accentué par la législation, qui discrimine les temps gratuits obligatoires accordés à la télévision, selon le nombre de députés que chaque parti ou coali-

tion possède. Cela signifie que, pour chaque présentation (3 fois par semaine), le PSTU reçoit moins d'une minute tandis que le PT ou le PSDB disposent respectivement d'environ 10 min et 8 min. Les partis minoritaires sont donc complètement discriminés, contrairement à ce qui se passe dans des pays comme la France ou le Portugal, où les temps sont répartis de façon égalitaire entre les candidatures enregistrées.

Cette même législation détermine que, dans les débats télévisés entre candidats à la présidence ou à des postes de gouverneur, les chaînes de télévision doivent inviter obligatoirement, seulement ceux des partis qui ont une représentation parlementaire. Ils pourraient inviter volontairement d'autres candidats mais ils ne le font pas. Le fait est que les chaînes de télévision ont intérêt à inviter seulement les options qu'ils considèrent « raisonnables ». C'est le cas pour le débat de *Red Bandeirantes* et c'est ce qui est prévu pour ceux de *Record* et de *Globo*. De cette manière, plusieurs partis de gauche, comme le PSTU, le PCB ou le PCO, sont clairement discriminés, ne pouvant pas participer à ces débats.

C'est pourquoi le PSTU, contrairement au PSOL - qui, par le biais de Plinio, a revendiqué, comme invité, le caractère démocratique du débat de *Red Bandeirantes* - dénonce son caractère discriminatoire et exige la participation de tous les candidats.

Autrement dit, c'est la nécessité d'une révolution socialiste. Voilà la proposition et le programme que le PSTU défend et diffuse, malgré le boycott de la grande presse et de la télévision.

C'est le programme que le PSTU défend et diffuse, en particulier par le biais de son candidat à la présidence, José Maria d'Almeida (Zé Maria), par de nombreux meetings et activités, par plusieurs séminaires programmatiques, réalisés dans tout le pays, et avec une édition spéciale du journal *Opinião Socialista* consacré au programme socialiste pour le Brésil, qui est vendu aux portes des usines et entreprises.

Le PSTU a aussi une position internationaliste et anti-impérialiste dans sa campagne. Il arbore comme drapeau le retrait immédiat des troupes brésiliennes d'Haïti et leur remplacement par des médecins, techniciens et spécialistes qui aident réellement le peuple haïtien, touché durement par le séisme récent ; la rupture immédiate des relations diplomatiques et commerciales

avec l'Etat génocidaire d'Israël et l'appui à la lutte du peuple palestinien pour récupérer son territoire.

Gagner la conscience des travailleurs

Le PSTU ne croit pas qu'une transformation socialiste puisse arriver à travers un processus électoral ou les institutions parlementaires bourgeoises. Elle pourra seulement avoir lieu suite à un profond processus d'organisation et de lutte des travailleurs et des masses et à travers la prise du pouvoir.

Toutefois, il est absolument indispensable qu'un parti révolutionnaire diffuse et défende le programme socialiste dans les processus électoraux pour en discuter avec des millions de travailleurs et ainsi disputer leur conscience à l'influence de la bourgeoisie. Voilà, précisément, un des points essentiels dans les critères que la IIIème Internationale avançait, Lénine étant encore vivant, pour l'intervention d'un parti révolutionnaire dans les processus élec-

Zé Maria et Lula

Une même origine, deux trajectoires

Les antécédents de Lula et de Zé Maria ont une origine commune : les deux débutent comme travailleurs métalliers dans la région de l'ABC (l'agglomération de São Paulo), dans la vague explosive de grèves ouvrières contre la dictature, à la fin des années 70. Dans certaines de ces grèves, ils ont même été emprisonnés ensemble. C'est dans ce cadre qu'ont été fondés la CUT et le PT.

Lula a utilisé ce prestige et ces organisations, d'abord pour freiner les luttes, et ensuite pour promouvoir son arrivée au pouvoir et au gouvernement pour la bourgeoisie.

Pour sa part, Zé Maria est demeuré fidèle à sa classe et à sa lutte. En 1992, il a été expulsé du PT parce qu'il s'opposait au virage de plus en plus à droite du parti et à la proposition de gouverner avec la bourgeoisie. En 1994, il a promu la fondation du PSTU. De la même manière, à partir de 2004, il a rompu avec la CUT, devenue une agence du gouvernement de Lula, et a promu la construction de Conlutas, en 2005, et la CSP-Conlutas, en juin dernier.

Zé Maria continue aussi à être fidèle à ses idées socialistes qu'il défend, comme seul candidat ouvrier dans ce processus électoral, avec la même passion qu'il y a plus de 30 ans.

toraux bourgeois. Car chaque travailleur gagné à ce programme est un pas en avant dans une perspective de lutte plus stratégique.

Le PSOL abandonne la défense du socialisme

D'autre part, dans ces élections, la défense du programme socialiste est restée principalement entre les mains de Zé Maria et des autres candidats du PSTU. Le candidat de gauche qui re-

çoit davantage d'espace dans les moyens de communication et qui a pu participer au débat à la télévision, Plinio Arruda Sampaio, du PSOL, a explicitement abandonné ce programme. Dans une entrevue au quotidien *Folha de São Paulo* (01/08/2010), Plinio a dit : « *Je ne prétends pas implanter le socialisme au Brésil et ce n'est pas non plus la prétention de mon parti maintenant. Je vais faire une proposition dans le cadre du capitalisme. Les seules instances socialisées que nous allons avoir sont la santé et l'éducation.* ». Selon Plinio, c'est ce que commande « *le bon sens* ».

Autrement dit, c'est une nouvelle version des propositions déjà clairement discréditées de « réformer » ou d'« humaniser » le capitalisme, propositions qui ont échoué inexorablement face au refus du capitalisme impérialiste d'être réformé ou d'être humanisé. En même temps, les différences programmatiques profondes qui ont empêché de reconduire le front électoral de gauche de 2006, sont maintenant exprimées avec beaucoup plus de clarté.

Promouvoir les luttes et l'organisation des travailleurs

Avec la diffusion du programme socialiste dans la campagne électorale, le PSTU essaye de lier ce programme à la réalité quotidienne des travailleurs. D'une part, il essaye d'expliquer de manière simple comment ces mesures sont mises en rapport avec la solution à leurs nécessités plus concrètes comme les salaires, l'emploi, la santé, l'éducation ou le logement, qui pourront seulement être satisfaites de manière définitive si ces mesures sont appliquées.

D'autre part, il s'agit de soutenir et de promouvoir les luttes concrètes que les travailleurs et le peuple mènent comme, par exemple, la grève victorieuse pour une meilleure PLR

(Participation dans les Profits et les Résultats) et pour des améliorations dans les conditions de travail, faite par les travailleurs de la CAF (Constructions et Auxiliaires de Chemins de fer) de la ville de Campinas, ou la campagne salariale conjointe réalisée, sur proposition du syndicat métallo de São José dos Campos, par les syndicats qui regroupent des travailleurs d'usines d'automobiles dans plusieurs régions du pays.

Dans ce cadre, il s'agit aussi de promouvoir l'organisation unitaire des travailleurs et des secteurs populaires pour combattre pour ces revendications, comme l'ont fait les militants du PSTU en promouvant la centrale fondée lors du congrès réalisé, en juin dernier, dans la ville de Santos, la CSP-Conlutas (Centrale Syndicale et Populaire).

Finalement, bien que non moins important, il s'agit de promouvoir et faire avancer l'organisation politique des travailleurs, spécialement dans les « bataillons lourds » des principales branches de la production. Par exemple, environ 200 pétroliers de Rio de Janeiro ont signé une déclaration d'appui à la candidature de Zé Maria, de même que 500 travailleurs de São José dos Campos, pour la plupart des métallos.

En définitive, dans ces élections, la bourgeoisie brésilienne a deux alternatives principales et plusieurs secondaires. Face à elles, il existe une seule alternative véritablement ouvrière, de lutte et socialiste : celle présentée par le PSTU et Zé Maria.

1) "Desigualdade e Pobreza no Brasil" (L'inégalité et la pauvreté au Brésil), IPEA (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada - Institut de recherches économiques appliquées), sur la base de données et d'indices de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement, de l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique) et de l'ONU.

4) *Libération* (France) : <http://www.liberation.fr/monde/0101595422-sarkozy-tourne-kazakh>.

5) <http://www.pnud.ne/pauv.htm>.

6) *Le Figaro* (France) : <http://www.lefigaro.fr/societes/2010/03/04/04015-20100304ARTFIG00761-areva-est-optimiste-pour-2010-.php>.

(Suite de la page 13)

menée par les peuples des colonies françaises n'ont pas réussi à briser le carcan de l'impérialisme.

C'est pourquoi notre action politique a comme but la reconstruction et le développement de la quatrième internationale. Dans les colonies, les semi-colonies et les métropoles impérialistes, construisons l'unité de tous les travailleurs !

Rémy

1) Rappelons que le capitalisme est un système économique en crise perpétuelle où le capital doit continuellement maintenir son taux de profit par la destruction des forces productives.

2) L'impérialisme dominant, les États-Unis, se redispent également face aux échecs de leurs interventions militaires au Moyen-Orient. *L'Internationaliste*.

3) *Le Quotidien* (Sénégal) : <http://www.lequotidien.sn/index.php?op->

[tion=com_content&task=view&id=15327&Itemid=30](http://www.lequotidien.sn/index.php?op-tion=com_content&task=view&id=15327&Itemid=30).

Un seul État : la Palestine !

Après vingt mois d'interruption des pourparlers officiels, des négociations sont annoncées entre le gouvernement de l'État sioniste et la dite autorité palestinienne, représentation fantôme dirigée par M. Abbas. Tout ceci sous l'égide de B. Obama, de H. Clinton, avec la « garantie » du président égyptien, H. Moubarak, et du roi Abdallah de Jordanie.

H. Clinton, la secrétaire d'État des États-Unis, a même annoncé qu'il s'agissait d'aller rapidement vers deux États et donc la création de l'« État » palestinien. Depuis les accords d'Oslo

Le Fatah et le Hamas

La bourgeoisie palestinienne qui est la base de l'administration de M. Abbas cherche à profiter de toutes les opportunités de faire des affaires avec les sionistes et avec les capitalistes du monde entier alors que la population s'enfonce dans la précarité et la misère, pendant que la bande de Gaza et son million et demi d'habitants sont maintenus sous un blocus sévère après une tentative d'écrasement lors de l'opération Plomb durci. Ceci dit, la pression de la rue fait que le Fatah est loin d'être homogène, même si sa direction est

renoncer à leur politique expansionniste dans la région. Cependant, il indique que le Hamas serait prêt à reconnaître l'État d'Israël à certaines conditions. Pour ceux qui en doutaient, le Hamas est bien un mouvement nationaliste bourgeois qui limite ses revendications nationales au cadre du système capitaliste à l'époque impérialiste.

De 2006 à 2010...

Toutefois, toujours selon l'AFP, K. Mechaal a martelé que « Le peuple palestinien n'acceptera pas que l'on brade ses droits » et il a appelé à « briser l'embargo » imposé par Israël contre l'enclave. Il est évident que la défaite de l'armée sioniste au Liban en 2006 a marqué un tournant en ce sens que le rapport des forces est apparu modifié. Le peuple palestinien est sorti renforcé dans sa détermination et malgré la forte tendance à la capitulation des différents secteurs qui prétendent le représenter.

Fin mai dernier, l'arraisonnement, dans les eaux internationales, de la flottille humanitaire qui visait à rompre le blocus de Gaza est apparu à de larges secteurs à l'échelle internationale pour ce qu'il était : un acte de piraterie sanglante, la marque d'un État barbare qui ne recule devant rien, disposant du soutien de puissants protecteurs. Ses conséquences ont été nombreuses, à commencer par la crise qui s'est ouverte avec la Turquie, premier État de la région à avoir reconnu l'État d'Israël, dès 1949, la Turquie, avec laquelle Israël a signé un partenariat stratégique, y compris sur le plan militaire.

Cet acte de piraterie a donc isolé un peu plus l'État sioniste et ouvert la voie à un renforcement qui ouvre de nombreuses possibilités de mobilisations pour avancer vers sa destruction. C'est pourquoi l'impérialisme et les sionistes cherchent à reprendre l'initiative avant que l'opinion ne finisse par se retourner contre l'État d'Israël.

Ceci est d'autant plus important que le soutien de l'impérialisme états-unien à Israël pèse d'un coût financier difficilement supportable : cette aide pèse en 2010 pour plus de 20 % du budget militaire israélien ; elle est en croissance de 16 % par rapport à 2009. La situation économique réelle des États-Unis est telle que l'administration Obama



et le début du prétendu processus de paix, la politique des sionistes avalisée par la direction du Fatah a consisté en une politique du fait accompli avec, en contrepartie du démantèlement des colonies de la bande de Gaza, un mouvement de colonisation sans précédent depuis la création de l'État d'Israël.

Dans la dernière période, l'accent a été mis sur Jérusalem-Est, c'est-à-dire toute la partie est du district de Jérusalem. Pendant que tout était fait pour expulser des familles arabes de Jérusalem et construire – ou reconstruire – des synagogues dans la ville, l'État sioniste a renforcé son emprise sur la terre et sur les services essentiels, comme l'approvisionnement en eau. La Cisjordanie n'est plus qu'une continuité de blocs d'implantation coloniale sionistes, alors que la pseudo-autorité nationale palestinienne règne sur un petit territoire morcelé, truffé de points de contrôle de l'armée israélienne et entouré par un mur... construit sur son propre sol !

passablement corrompue de par ses liens nombreux avec les sionistes et les diverses puissances impérialistes.

De son côté, le Hamas, qui gouverne la bande de Gaza, multiplie les contorsions pour peser dans les négociations. Peut-on interpréter autrement l'appel de Khaled Mechaal, chef du Hamas exilé en Syrie, appel en direction de H. Moubarak et Abdallah II, insistant sur le fait que les « négociateurs palestiniens ont renoncé à leurs exigences », à savoir l'arrêt de la colonisation comme préalable à toute reprise des discussions⁽¹⁾ ? K. Mechaal, qui appelle les Palestiniens à « adopter une stratégie qui repose sur le renforcement de la résistance et l'attachement aux droits nationaux »⁽²⁾ accepterait-il de reconnaître l'État d'Israël – et donc la partition de la Palestine en deux États – si les sionistes renonçaient à de nouveaux programmes de colonisation ?

On peut toujours considérer que cet appel ne « mange pas de pain » car les sionistes n'ont aucune intention de

recherche un appui européen plus franc vis-à-vis de sa politique israélienne.

Une urgence pour Obama

Cela est d'autant plus urgent pour Obama que, sur le plan intérieur des États-Unis, l'engagement aux côtés des sionistes est en train de devenir un enjeu décisif. Ainsi, le général Petraeus, qui a pris le commandement du corps expéditionnaire de l'Otan en Afghanistan, aurait déclaré en mars dernier que la politique de Benyamin Netanyahu mettrait en danger les soldats états-uniens dans la région.

De leur côté, les néoconservateurs de l'ancienne équipe Bush ne restent pas les deux pieds dans le même sabot et cherchent à imposer leur politique de soutien inconditionnel au sionisme et d'agression envers l'Iran. Il est évident qu'ils conservent des liens privilégiés avec le gouvernement Netanyahu, ce dernier qui fut jadis au centre de l'élaboration d'un des textes fondateurs de la politique néoconservatrice.

Mais surtout, Israël, dont le premier client est les États-Unis (pour plus de 40 %) subit également le contrecoup de la crise capitaliste. Les initiatives se sont multipliées pour soutenir économiquement l'État sioniste, comme son adhésion récente à l'OCDE, mais la politique ultralibérale de Netanyahu provoque également des tensions. En effet, un quart des israéliens sont sous le seuil de pauvreté, même si plus de 40 % de ces pauvres sont des arabes israéliens... Or, 16 % des pauvres sont des juifs orthodoxes et 3 % des Éthiopiens...

Outre les mobilisations des Arabes israéliens, parfois en relation avec la résistance palestinienne, d'autres mobilisations se développent comme au début de l'année dans la fonction publique et, dernièrement, dans les banques. Une grève des personnels diplomatiques a même provoqué un « incident » avec les services secrets du Mossad lors de la visite de B. Netanyahu en Grèce en août dernier.

Dans ce contexte de tension sociale, il n'est pas étonnant que les juifs orthodoxes du Shas, parti qui participe de la coalition gouvernementale, cherchent à faire pression sur Netanyahu pour continuer à infléchir sa politique vers la droite, comme le montre la diatribe anti-Arabes de son chef ou la manifestation de juin dernier de plus de 100 000 orthodoxes qui refusent la mixité entre Sépharades et Ashkénazes



dans les écoles du pays !

D'un autre côté, les critiques envers l'armée – qui n'est plus invincible désormais – se développent avec la publication de photos mettant en scène une soldate avec des prisonniers palestiniens qui rappelle la sinistre affaire de la prison d'Abou Graïb en Irak contrôlée par les tortionnaires de l'armée et des services spéciaux états-uniens.

C'est donc une situation de crise économique, sociale, politique et morale que traverse l'État sioniste et cette crise doit être mise à profit pour affaiblir l'État et avancer dans la voie de sa destruction.

Lever le blocus de Gaza, développer un boycott de l'État d'Israël

L'indignation soulevée par l'acte de piraterie à l'encontre de la flottille humanitaire en mai dernier a fait prendre conscience à de nombreux travailleurs, militants et jeunes, dans le monde entier, de l'iniquité de l'existence de l'État d'Israël. La lutte pour briser le blocus de Gaza a franchi désormais un saut qualitatif et une véritable campagne pour le boycott d'Israël, semblable à celui qui a été organisée contre le régime raciste de l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 1980 et 1990, peut et doit se mettre en place.

Le boycott doit frapper les relations militaires, diplomatiques, économiques, éducatives, culturelles et sportives. Une initiative s'est mise en place avec la campagne internationale BDS (*Boycott, Desinvestment, Sanctions*) à la demande des travailleurs et populations palestiniens.

Cette exigence doit se développer et aboutir à l'échelle de l'Union européenne et dans chaque pays. Ainsi, il est urgent que l'Union refuse les survols de l'aviation militaire israélienne, en Roumanie ou ailleurs, que la Turquie ne lui permet plus. Il est urgent que le gouvernement Sarkozy-Fillon annule les accords de coopération militaires et policiers avec Israël.

Les accords universitaires, scolaires doivent être annulés, les transferts de fonds bloqués. Les compagnies qui opèrent en Palestine, à l'image d'Alstom avec la construction du tramway de Jérusalem, doivent cesser toute activité là-bas.

Déjà, les dockers de Suède et de Norvège ont engagé des actions de refus de chargement ou déchargement des navires israéliens. La *University and College Union*, un syndicat que représente environ 120 000 professeurs et employés d'écoles et d'universités de la Grande-Bretagne, a décidé son adhésion au BDS.

Le comité exécutif central du SAMWU (Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud) a décidé, comme une partie de la campagne BDS, qu'il empêchera tout lien académique, culturel, sportif ou d'autre type avec Israël et il a déclaré publiquement sa solidarité avec le peuple palestinien. Dans ce même pays, en février dernier, les dockers de Durban ont refusé de décharger les containers d'un bateau israélien.

Le CFMEU (Syndicat australien des travailleurs de la construction, l'industrie minière et l'énergie) a approuvé, le 11 mai dernier, son adhésion au BDS. De même, les dockers membres de l'*International Longshore and Ware-*

house Union (ILWU, syndicat des dockers) ont soutenu l'appel et ont participé au piquet d'Oakland, en Californie, contre le chargement et le déchargement de navires en provenance ou à destination d'Israël.

Nous nous adressons également aux travailleurs, aux jeunes, aux militants, en Israël même. Comme les travailleurs et la jeunesse blanches d'Afrique du Sud jadis, ils ont un devoir et une responsabilité non seulement morale mais surtout, comme travailleurs, une res-

ponsabilité de classe car il n'y a qu'une seule classe ouvrière. Le sionisme est une impasse meurtrière, un processus de guerre sans fin : ce courant politique, son État, son armée, ses institutions, son gouvernement doivent être détruits et remplacés par une seule Palestine sur la base « Un homme, une femme, une voix ! ».

La lutte pour briser le blocus de Gaza est un élément de la lutte pour briser l'État sioniste et établir une Palestine laïque démocratique et non raciste. Un

seul État palestinien dans la perspective des États-unis socialistes du Proche et du Moyen-Orient !

J.-Louis

1) AFP, 24 août 2010.

2) *Idem*

3) *A clean break: A New Strategy for Securing the Realm* (« Une rupture nette : une nouvelle stratégie pour sécuriser le domaine »), document élaboré par le Groupe d'étude sur une nouvelle stratégie israélienne vers l'an 2000 dirigé par R. Perle.

4) Rapport 2007 de la Banque d'Israël. <http://www.bdsfrance.org/>.



<http://www.gsi-litqi.org/>

Sommaire du n° 101

- ✓ Edito. L'heure de la grève générale jusqu'au bout. p.2
- ✓ L'actualité du trotskysme. p.3
- ✓ Assez des politiques racistes (à propos des Roms). p.4
- ✓ Revue de presse sociale. p.5
- ✓ Crise du système capitaliste... p.7
- ✓ Petites affaires entre amis. P.9
- ✓ La jeunesse mobilisée le 7 septembre p.10
- ✓ Professeurs, étudiants, lycéens... p.11
- ✓ Kanaky : entre provocation et mascarade. p. 12
- ✓ La production d'uranium au centre de la colonisation française. p.13
- ✓ Guerre en Afghanistan et crises impérialistes. p.14
- ✓ Courrier International - Elections au Brésil. p.15
- ✓ Un seul Etat : la Palestine. p.18